

Jeudi 14 mars, l'ensemble des représentant-es des organisations syndicales élues en CSAD, comité social académique départemental du Gers, a voté unanimement contre la répartition des moyens et le projet de fermetures/ouvertures de postes présentés par le DASEN. La FSU, l'UNSA Education, la CGT Educ'action, la FNEC-FP-FO ont ainsi marqué leur refus de la mise en place du "choc des savoirs" et notamment des groupes de niveaux au collège.

Nous tenons à réaffirmer que

- les personnels de l'Education Nationale ne sont pas responsables de la crise sans précédent que traverse l'école !
- le Pacte ne résoudra pas les pénuries de remplacement !
- la labellisation des manuels et l'imposition d'évaluations obligatoires à tous les niveaux ne compenseront pas le manque de formation indispensable au métier de conception qui est le nôtre !
- les groupes de niveaux ne garantissent pas la réussite des élèves !

Nous disons non au choc des savoirs. Ce plan est néfaste à l'École Publique, aussi bien pour les élèves que pour les personnels. Au lieu d'en guérir les maux, il renonce à les voir et va les accroître:

- tri social des élèves en organisant les cours de mathématiques et de français en groupes de niveau, ce qui va immanquablement accentuer les inégalités scolaires ;
- remise en cause du droit égal d'accès à la poursuite d'étude pour tous les élèves, principe fondateur de l'École publique, en conditionnant l'accès direct au lycée par la mise en place de classes prépa-seconde en LGT ou LP pour les élèves admis en classe de seconde mais échouant au diplôme national du brevet au lieu de fournir tous les moyens nécessaires pour la réussite des élèves ;
- désorganisation des collèges par la réorientation de l'utilisation de la marge, accentuant encore les inégalités, la détérioration des emplois du temps et la réduction ou la suppression d'enseignements disciplinaires, de dédoublements ou d'options ;
- dégradation des conditions de travail par la grande insuffisance des postes et la surcharge des classes ;
- remise en cause de la liberté pédagogique avec des méthodes, des manuels et des progressions communes imposés ;
- des enseignant-es dépossédé-es de leur expertise professionnelle notamment par l'imposition d'évaluations nationales standardisées à tous les niveaux.

Voilà pourquoi, la FSU, l'UNSA Education, la CGT Educ'action, la FNEC-FP-FO se proposent de boycotter ce CDEN afin de signifier au DASEN, au Préfet, que les moyens pour les collèges et les lycées ne permettront pas d'assurer une rentrée dans de bonnes conditions à tous les élèves.

Nous qui faisons l'école, faisons-nous entendre, pour réclamer plus de moyens, plus de respect, plus de considération. L'École Républicaine, l'École de toutes et tous, c'est l'École publique, laïque et gratuite ; elle apprend à vivre ensemble, elle doit donner l'accès à une culture commune, elle permet de faire société, elle n'effectue ni tri social ni tri scolaire contrairement à l'école privée. Notre rôle est de défendre cette École, et nous la défendrons. Nous vous proposons de vous associer à ce boycott.